

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967

2^{me} CIRCONSCRIPTION DE TARN-ET-GARONNE (CASTELSARRASIN)

ALLIANCE RÉPUBLICAINE

pour les Libertés et le Progrès

Président : J.-L. TIXIER-VIGNANCOUR

ELECTRICES, ELECTEURS,

L'Alliance Républicaine pour les libertés et le progrès a été fondée après les élections Présidentielles de décembre 1965, par Jean-Louis TIXIER-VIGNANCOUR auquel nombre d'entre vous à cette époque avaient donné leurs voix. Il s'agit d'un parti politique jeune et neuf qui n'éprouve aucune nostalgie à l'égard de la IV^e République. L'Alliance Républicaine a été créée pour dénoncer avec force les crimes et les erreurs du Gaullisme, pour empêcher que ce Néo-Bonapartisme ne précipite la FRANCE vers un nouveau Sedan.

POUR LA DEFENSE ET LE RESPECT DES LIBERTES.

Nous voulons une justice indépendante et honorée, la suppression des juridictions d'exception, la création d'une Cour Suprême, composée de Magistrats nommés à vie qui veillera à la Constitutionnalité des lois et que chaque citoyen pourra saisir.

Nous voulons la disparition des Polices parallèles pour que cesse de rejaillir, sur notre pays la honte des enlèvements du Colonel ARGOUD et de BEN BARKA.

Nous voulons que soit affirmé notre droit à une information libre, et à cet effet que disparaisse le Monopole de l'Etat sur la Radio et la Télévision, afin que les diverses familles politiques puissent librement et également s'exprimer sur les ondes.

POUR LA REPARATION DES INJUSTICES COMMISES PAR LE POUVOIR GAULLISTE.

Nous exigeons l'Amnistie pleine et entière en faveur de ceux qui ont été condamnés pour être demeurés fidèles à leur parole et à une terre fécondée par leurs ancêtres, et de ceux qui ont combattu pour une Algérie, dont DE GAULLE avait proclamé en 1958 qu'elle devait rester Française.

Nous exigeons l'indemnisation totale de nos malheureux compatriotes, qui du fait du pouvoir gaulliste ont perdu tous leurs biens en Algérie, et qui, désespérés, sont revenus parmi nous, s'efforçant de commencer une nouvelle vie à travers d'innombrables difficultés.

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE DANS LE MONDE.

Nous voulons que soit poursuivie la construction Européenne, entreprise par Robert SHUMANN, qui exige la mise en place d'institutions politiques par lesquelles sera affirmée la solidarité européenne, non plus seulement dans le domaine économique, mais dans les domaines politiques, diplomatiques et militaires. Ainsi sera abandonnée notre ruineuse et inefficace force de frappe, jouet infantile de la vanité gaulliste.

La formule gaulliste de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, n'est qu'une dangereuse chimère, qui livrerait l'Occident libre à la dictature Soviétique.

Il n'est d'indépendance véritable, et de sauvegarde des valeurs fondamentales de notre civilisation qu'au sein d'une Europe libre et unie, fidèle à l'Alliance Atlantique. N'oublions pas que deux fois en ce siècle, les Etats-Unis sont venus à notre aide, tandis qu'également deux fois l'U.R.S.S. nous a trahis, en 1917 en cessant le combat, et en 1939 par le pacte conclu entre STALINE et HITLER.

Aujourd'hui la courageuse et efficace intervention Américaine au VIET-NAM, a fait la démonstration que ni la CHINE, ni l'Union Soviétique n'étaient capables de soutenir le VIET-NAM Nord et que celui-ci se trouvait désormais dans l'impossibilité d'assurer la victoire du Communisme dans le VIET-NAM Sud.

C'est seulement, ainsi intégrée dans un ensemble puissant que la France retrouvera sa personnalité et sa vocation...

N'oublions pas que le « Neutralisme » ouvre la voie au Communisme.

POUR UNE EXPANSION ECONOMIQUE DANS LA JUSTICE SOCIALE.

Nous voulons que soient affirmées la liberté de l'entreprise et la sécurité de l'emploi. A ces fins nous dénonçons l'étatisme envahissant qui par la fiscalité et la parafiscalité permet au pouvoir de prélever 42 % du produit national brut (27 % aux Etats-Unis).

Un étatisme qui par ses investissements improductifs, telle la force de frappe, ses prodigalités inconsidérées aux dirigeants de nos anciennes colonies, a conduit au funeste plan de stabilisation, lequel a détérioré la condition des vieux travailleurs qui par leur participation à l'expansion du pays méritaient le respect, et a interdit aux Entreprises de relever les salaires alors qu'elles pouvaient le faire.

Un étatisme qui révèle l'impuissance de l'Etat à accomplir ses fonctions propres : lenteur et insuffisance de la Construction des logements (particulièrement des logements sociaux), un réseau routier inadapté, des autoroutes en projet : et le tourisme, porteur de devises, qui fuit à l'étranger !

Un étatisme qui empêche les entreprises industrielles et commerciales de réaliser les investissements nécessaires, ce qui va les placer en position défavorable lorsqu'en juillet 1968, les droits de douane seront supprimés entre les pays du Marché Commun.

Un étatisme qui favorise la concentration des grandes Entreprises, et qui ainsi contredit tous les propos tenus sur l'aménagement du territoire, notre région de Midi-Pyrénées étant traitée en suspecte et en parente pauvre. Il n'y aura d'aménagement honnête du territoire que lorsque les régions auront été appelées à y participer par le moyen d'Assemblées Régionales élues, pourvues de pouvoir de décision et de ressources financières autonomes.

Un étatisme enfin qui pratique une politique de bas prix des produits agricoles, instaure une lutte sournoise contre la propriété privée et l'exploitation familiale, et crée des organismes anonymes qui mettent en place des structures susceptibles du jour au lendemain d'être utilisées par un régime collectiviste.

POUR UNE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT.

Nous voulons assurer l'efficacité réelle de la démocratisation de l'enseignement. Car l'actuel système, objet de refontes continuelles partielles et contradictoires, ne dispense qu'une fausse culture générale, et ne prépare pas à l'exercice d'une profession. Il donnera naissance à des générations aigries, incapables d'utiliser des diplômes, dévalorisés. Il est donc urgent de réaménager fondamentalement l'enseignement secondaire en le diversifiant et en faisant appel à la collaboration des professions. Ainsi seront formés les techniciens et spécialistes dont notre société a besoin, sans abaisser le niveau de l'humanisme classique. Cet effort devra d'ailleurs être poursuivi dans l'enseignement supérieur actuellement encombré d'étudiants mal préparés et sans vocation définie.

POUR UNE MAJORITE NOUVELLE.

Electrices, Electeurs, nous vous demandons votre confiance.

Car il est malhonnête d'affirmer comme le fait le pouvoir gaulliste que les diverses familles spirituelles qui forment l'opposition sont incapables de s'entendre pour gouverner.

Nous luttons contre le gaullisme et le communisme et leurs compagnons de route camouflés.

Mais nous savons qu'avec le Centre Démocrate la Fédération de la Gauche Socialiste et Démocratique, l'Alliance Républicaine peut proposer des thèmes communs et définir un programme commun de Gouvernement.

VIVE LA REPUBLIQUE.

VIVE LA FRANCE.

Roger CARCENAC

Agriculteur,

Conseiller Municipal de Monclar-de-Quercy,

Président de la C. U. M. A. de Bonnanech

Suppléant :

RENÉ SAUNIER

Vice-Président et Administrateur de la S. O. C. A. V. A. M.
de Valence-d'Agen